



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

DARMANIN, VIDAL, LE PEN... LES VARIANTS D'EXTRÊME DROITE PROLIFÈRENT !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 25 FEVRIER 2021

À une semaine d'intervalle, quasiment coup sur coup, deux ministres de Macron ont affiché leurs convergences de vue avec l'extrême droite.

C'est d'abord Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui étale son entente cordiale avec Marine Le Pen, lors d'un débat sans intérêt sur France 2, le 11 février.

A cette occasion, le ministre de Macron est même aller jusqu'à juger la cheffe du RN « *quasiment un peu trop dans la mollesse* » vis-à-vis de l'islam, tandis que Marine Le Pen lui rendait la politesse en avouant qu'« *à part quelques incohérences* », elle aurait pu signer son bouquin sur « *Le séparatisme islamique* ».

VIDAL PREND LE RELAIS DE DARMANIN

Puis c'est Frédérique Vidal, ministre « fantôme » de l'Enseignement supérieur, qui refait surface pour cracher sur les enseignants chercheurs en déclarant qu'ils seraient gangrenés par l'« *islamo-gauchisme* », reprenant à son compte le verbiage de l'extrême droite.

Confrontée à la précarité généralisée dans les universités, aux dizaines de milliers d'étudiants qui n'ont plus que l'aide alimentaire pour survivre et aux tentatives de suicides qui se multiplient, notre ministre n'a donc rien trouvé de plus urgent que de « *demander au CNRS de faire une enquête* »... sur l'emprise de l'« *islamo-gauchisme* » dans le milieu universitaire.

Il y a quelques mois, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, avait déjà lancé l'anathème d'« *islamo-gauchisme* », assimilant au terrorisme islamiste tous celles et ceux qui osent dénoncer la politique de « *racisme d'État* » dirigé contre les musulmans.

Depuis, des centaines de chercheurs et d'universitaires dénoncent cette mise en place de la police des idées, cette véritable chasse aux sorcières qui rappelle le maccarthysme et demandent la démission de la ministre.

POURQUOI LA MACRONIE LOUCHE VERS L'ÉLECTORAT D'EXTRÊME DROITE

De fait, Macron et sa « cour » sont déjà en campagne électorale, avec dans leur collimateur la présidentielle de 2022. En suggérant à Le Pen qu'« *il faut travailler pour le prochain débat présidentiel* », Darmanin a vendu la mèche. Objectif : tout faire pour imposer dans les têtes l'idée d'un duel face à Le Pen au second tour afin d'installer Macron en seul « rempart » face à l'extrême droite. Pourtant, une bonne partie de ce dont Marine Le Pen et ses amis rêvent, Macron et sa bande le font déjà, en menant leur sale politique.

Mais en faisant comme si le combat contre l'« *islamo-gauchisme* » devenait une question essentielle, ils visent tous, surtout, à détourner l'anxiété voire la colère qui s'expriment dans les classes populaires face aux conséquences de la gestion capitaliste de la pandémie sur l'emploi, les salaires et les conditions de vie, tellement ils craignent qu'elles se retournent contre eux.

SEULES NOS LUTTES PEUVENT LES BOUSCULER

Le racisme n'est pas le seul point commun entre La République en Marche, Les Républicains et le Rassemblement National. Il y a aussi le silence complet devant nos vrais problèmes quotidiens.

Les dizaines de milliers de travailleurs licenciés un peu partout dans le pays ? Rien. Les queues devant les banques alimentaires et autres restos du cœur qui accueillent maintenant des jeunes ? Rien non plus. Et les SDF ? Rien de rien. Les centaines de milliards donnés au grand patronat sans contreparties : silence radio.

Macron, Le Maire et Darmanin sont évidemment les artisans de cette politique, mais Marine Le Pen n'en dit rien, elle qui pourtant, se prétend volontiers protectrice des Français modestes.

Alors, face à cette mise en scène voulue par la Macronie et le RN, qui y voient tous les deux leurs intérêts pour garder ou pour conquérir le pouvoir, restent nos mobilisations et nos luttes.

Elles seules pourront les faire taire, tous.

FRANCE 2 DÉROULE LE TAPIS
ROUGE À DARMANIN ET LE PEN



50

RENAULT : REFUSONS DE PAYER POUR LES PERTES DE 2020

D'après la direction, Renault a perdu 8 milliards en 2020. Pas de quoi affoler les actionnaires : si le cours de l'action en bourse a légèrement décroché, il reste à un niveau nettement plus élevé qu'il y a un an. C'est que Renault n'est pas au bord de la faillite, avec 16 milliards de réserves de liquidités, sans compter les 16 milliards de RCI, sa filiale financière. Les actionnaires savent bien aussi que l'Etat est toujours prêt à sauver d'un naufrage éventuel les poids lourds de l'économie : « *quoi qu'il en coûte* » et sans contrepartie en matière de maintien de l'emploi, comme on l'a vu pour les milliards de prêts garantis offerts aux entreprises en 2020. Priorité à l'intérêt des capitalistes-actionnaires, auxquels le plan de restructuration du nouveau patron, Luca De Meo, promet de générer le cash nécessaire à assurer de juteux dividendes. On connaît d'avance les conséquences sociales du vaste plan de réduction des coûts annoncé pour atteindre cet objectif. A nous, salarié.e.s, de savoir si nous allons accepter d'en faire les frais en termes d'emploi, de salaires, et de conditions de travail.

DIALOGUE SOCIAL OU PIEGE INFERNAL

De Bézieux, le patron du Medef, vient de proposer aux « partenaires sociaux » une relance du « dialogue social ». Parler de « partenaires sociaux » laisse entendre qu'organisations patronales et syndicats de salariés seraient des « alliés ». Comme si la défense résolue des intérêts des salariés ne supposait pas toujours un affrontement plus qu'une alliance. Pour le patronat, le but du « dialogue social » est évidemment de parvenir à un « consensus » acceptable par lui, en enlisant les syndicats de salariés dans des discussions sans fin et qui plus est sur les sujets qu'il impose. Quand pleuvent les licenciements et suppressions d'emplois, il y a mieux à faire pour les syndicats de salariés que de se prêter une fois de plus à ce jeu de dupes ; comme s'il suffisait de s'asseoir autour d'une table pour faire valoir les intérêts des salariés. Comme si pour les salarié.e.s, le seul « dialogue » qui porte ses fruits, ce n'était pas le rapport de forces. Construire ce « rapport de forces » ou se laisser enliser dans le « dialogue social » à la sauce patronale ou gouvernementale, il faut choisir.

POUR TOUT ÊTRE HUMAIN UN TOIT, CE DOIT ÊTRE UN DROIT

Selon les dernières estimations de la Fondation Abbé Pierre, il y aurait environ 30.000 personnes sans abri en France, 30.000 personnes condamnées à survivre dans la rue. Faute de places d'hébergement d'urgence, y compris en hiver, de plus en plus de travailleurs « pauvres », de jeunes, de femmes, de personnes âgées, et parfois d'enfants, n'ont pas de toit pour dormir. Une honte dans un pays riche comme la France, où il y a pourtant tant de bâtiments inoccupés et de logements vacants. En interdisant les expulsions de

logements de novembre à mars, la « trêve hivernale » est censée limiter la casse de novembre à mars.

Mais tout le monde n'en bénéficie pas. C'est le cas en particulier des réfugié.e.s dont la demande d'asile a été rejetée. Même si c'est « légal », ce n'en est pas moins humainement inacceptable. C'est ce que dit le mouvement de solidarité qui se développe à Amfreville-la-Mivoie et à Elbeuf, autour de familles originaires du Brésil et de Géorgie. Un toit, c'est un droit pour tout être humain, d'où qu'il vienne.

ALGERIE : UNE OUVERTURE EN TROMPE L'ŒIL ?

A partir de février 2019, le mouvement du Hirak connu par le slogan « *Système Dégage !* » a fait descendre dans la rue, semaine après semaine, des millions d'algériens et d'algériennes autour de revendications autant sociales que démocratiques. L'ex-président Bouteflika a bien été mis à l'écart, mais cela n'a pas empêché un replâtrage du système sous l'égide de l'armée. L'actuel président Tebboune a lui-même été plusieurs fois ministre de Bouteflika. Président mal élu en 2019 avec sa réputation de candidat des militaires et une abstention record de 60%, sa première année de mandat a été marquée par une féroce répression contre toute critique du régime. A nouveau, une abstention record de 66% a marqué le referendum constitutionnel de novembre 2020. Un véritable camouflet. Les mesures annoncées la semaine dernière – libération de quelques dizaines de prisonniers politiques et promesse de nouvelles élections – ont été accueillies comme une nouvelle « fausse » promesse de changement. Pour preuve : les milliers de manifestants dans les rues en Algérie lundi dernier pour le second anniversaire du Hirak.

L'EXPLOITATION EST DANGEREUSE POUR LA SANTE

La Cour d'appel de Douai a récemment reconnu le "préjudice d'anxiété" qu'ont subi les mineurs de charbon de Lorraine pour avoir été exposés à des substances toxiques qui provoquent des maladies mortelles. Leur ancien employeur - les Charbonnages de France - n'existe plus. C'est donc l'État qui devra verser 10.000 € aux 726 mineurs toujours en vie. Une somme qui ne compensera pas la mise en danger de leur santé et les conditions de travail qui ont réduit de 10 ans leur espérance de vie, mais ce jugement est une victoire des travailleurs contre les dirigeants qui les ont sciemment exposés à ces risques.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique